



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

LE 8 OCTOBRE, LES RETRAITÉS SE SONT MOBILISÉS ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DOIT FAIRE FACE À SES RESPONSABILITÉS

Avec 150 lieux de rassemblement et d'initiatives, partout en France, et plusieurs milliers de manifestant-e-s dans les grandes villes, la journée d'action unitaire des organisations syndicales de retraités, mardi 8 octobre, a marqué une nouvelle étape de la mobilisation sociale.

L'augmentation des pensions et des minima sociaux, le maintien et le développement de services publics de proximité, la défense de l'hôpital public, la situation au sein des Ephpad, etc. sont les principales revendications portées.

Le gouvernement reste sourd aux aspirations sociales qui s'expriment dans le pays, tant de la part des retraités que des actifs et de la jeunesse. Son choix est de poursuivre une politique dogmatique de réduction de la dépense publique, sans jamais remettre en cause les exonérations de cotisation sociale accordées aux employeurs, parmi d'autres faveurs fiscales, qui s'élèvent à plusieurs milliards d'euros et dont l'inefficacité, en termes de maintien et de développement de l'emploi, a été démontrée.

Unaniment, les neuf organisations syndicales de retraités ont, de nouveau, interpellé, par courrier, le président de la République pour lui demander de les recevoir afin d'évoquer :

- le retour à l'indexation des pensions sur l'évolution des salaires ;
- une mesure immédiate de revalorisation des pensions et de rattrapage du pouvoir d'achat perdu ;
- l'annulation de la hausse de CSG pour tous les retraité-e-s ;
- le maintien et le développement des services publics de proximité ;
- aucune pension inférieure au Smic.

Si véritablement, « l'acte 2 » du quinquennat présidentiel s'ouvre dans le respect du dialogue social, les organisations syndicales de retraités ne manqueront pas d'être reçues. Affaire à suivre.

Montreuil, le 9 octobre 2019